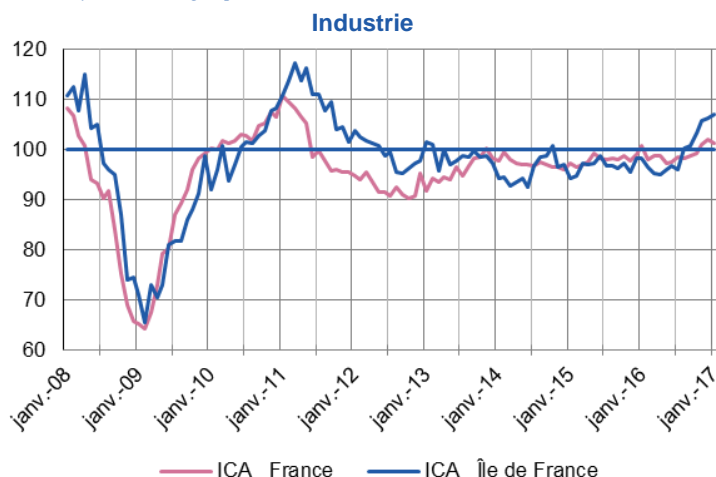


Contexte conjoncturel

Indicateur du Climat des Affaires

Un indicateur du climat des affaires permet une lecture rapide et simplifiée de la situation conjoncturelle. Il résume par une variable synthétique l'évolution des soldes d'opinion qui présentent des évolutions similaires dans le temps. En hausse, il traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, sa dégradation. 100 = moyenne de longue période



ICA dans l'industrie francilienne : 107



ICA dans les services marchands franciliens : 104

Contexte national

Après une année 2015 marquée par une reprise graduelle de l'activité, **le climat des affaires s'est encore très légèrement redressé en 2016**. L'exercice a cependant été marqué par un trou d'air durant le second trimestre, marqué par des mouvements sociaux : le PIB a reculé de 0,1 %, avant de rebondir ensuite progressivement. L'indicateur du climat des affaires dans l'industrie se situait ainsi à 102 en décembre, soit son niveau le plus élevé depuis mai 2011. La situation s'est aussi nettement améliorée dans le secteur du bâtiment. La reprise plus franche de l'activité en zone euro a globalement bénéficié à l'économie française, mais cette dernière a aussi pâti des difficultés persistantes de certains grands pays émergents. Le Brexit n'a pour le moment pas eu un impact significatif sur l'économie française.

En 2016, **le PIB devrait progresser d' 1,1 %**, soit un rythme comparable à celui de 2015 (1,2 %) mais en progrès par rapport à 2014 (0,7 %). Les ménages ont poursuivi leurs dépenses de consommation (+1,8 % en 2016 après +1,5 % en 2015 et +0,7 % en 2014) et ont repris leurs investissements (+1,5 % après -0,8 % et -3,5 %), notamment dans l'immobilier. Cette amélioration a aussi été portée par la reprise confirmée de l'investissement des entreprises (+4,3 % après +2,7 % et +1,4 %) toujours soutenu par l'allègement de leurs charges. La contribution au PIB de la demande intérieure est de 1,9 point en 2016 après 1,3 en 2015.

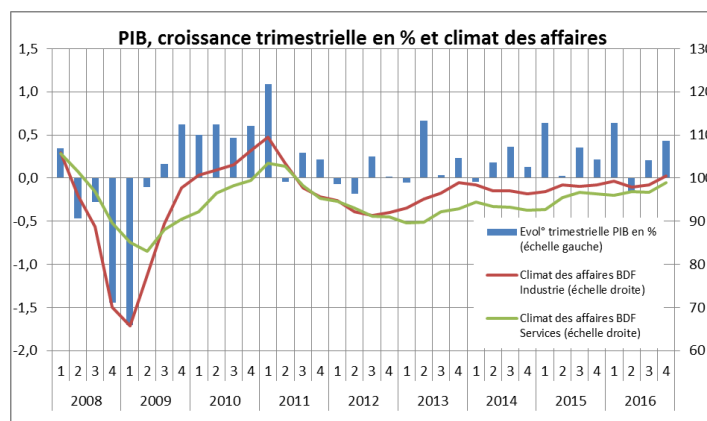
Le solde des transactions courantes s'est par contre lui dégradé, sous l'effet d'un ralentissement de la demande mondiale mais aussi de pertes de parts de marchés. Les

importations ralentissent également (+2,8 % après +6,4 %) mais moins nettement que les exportations (+0,6 % après +6,0 %).

Le taux de chômage est en très léger repli (à 10 % de la population active).

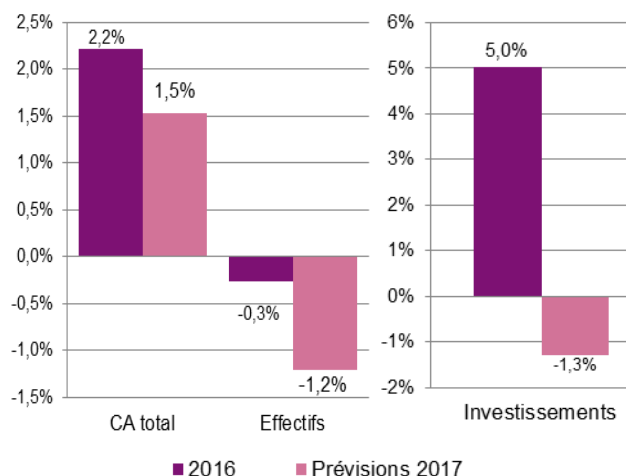
Les prix à la consommation se sont raffermis (+0,8 % en g.a.). Dans ce contexte, la BCE a adapté son programme de mesures d'assouplissement quantitatif, qui a permis de faire reculer les risques déflationnistes et de soutenir l'activité économique (impact de +0,3 % sur le PIB).

L'accès des entreprises au crédit bancaire est resté dans l'ensemble très aisé, à des niveaux de taux d'intérêts historiquement très bas.



Industrie

Évolutions du chiffre d'affaires, des effectifs et de l'investissement pour 2016 et prévisions 2017



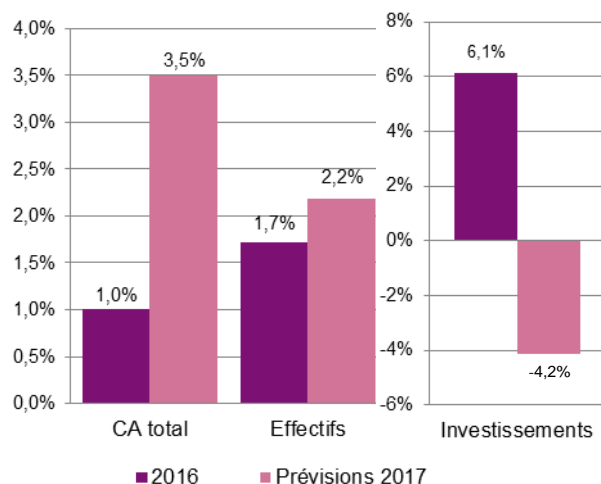
Source et réalisation : Banque de France IDF (Février 2017)

L'activité industrielle francilienne a progressé sensiblement en 2016, de 2,2 %, après une hausse de 0,7 % en 2015. Cette croissance a été soutenue notamment par les **exportations** (+4,1 %) qui ont bénéficié d'un taux de change de l'euro favorable. Ce regain d'activité ne se traduit pas au niveau de l'**emploi**, qui enregistre une légère érosion (-0,3 %) comme l'année précédente. Les entreprises ont connu dans la majorité des cas un maintien (47 %) ou un renforcement (37 %) de leur **rentabilité**. Confortés par cette bonne tenue des marges, les **investissements** se sont accrus de 5,0 %, nettement plus qu'en 2015 (+2,6 %), portés par quelques gros projets et un grand nombre d'opérations de renouvellement et de modernisation d'équipements.

En 2017, les **chiffres d'affaires** devraient continuer d'augmenter, à un rythme plus mesuré (+1,5 %). Les **exportations** connaîtraient une nouvelle poussée, à +5,5 %, notamment pour les entreprises des secteurs de l'automobile et de l'aéronautique. Les **effectifs** totaux seraient encore orientés à la baisse (-1,2 %), avec un moindre recours à l'intérim dans plusieurs secteurs. Les opinions sur la **rentabilité** escomptée sont le plus souvent positives (solde de +25 points), une majorité d'entreprises tablant sur une stabilité à bon niveau. Les **investissements** envisagés seraient en baisse (-1,3 %), avec une priorité donnée aux projets immobiliers plutôt qu'aux achats d'équipements.

Services marchands

Évolutions du chiffre d'affaires, des effectifs et de l'investissement pour 2016 et prévisions 2017



Source et Réalisation : Banque de France IDF (Février 2017)

En 2016, l'activité dans les **services marchands** s'inscrit en hausse modérée de 1,0 %. Cette évolution, inférieure à celle enregistrée en 2015 et aux prévisions formulées début 2016, s'explique par le repli des chiffres d'affaires dans le secteur de l'hébergement et la restauration, en raison de la baisse de la fréquentation principalement liée au contexte sécuritaire. Les **exportations** ont été moins bien orientées que la demande intérieure, avec une régression de 0,9 % des ventes. Les **effectifs** continuent de progresser à hauteur de 1,7 % avec des recrutements importants dans l'ingénierie informatique, l'ingénierie technique, le travail temporaire et, à un moindre degré, dans les autres secteurs. La **rentabilité** s'est améliorée pour 40 % des entreprises interrogées tandis qu'elle s'est dégradée pour 30 % d'entre elles, ainsi, le solde d'opinions est positif de 10 points. Soutenus par les secteurs des transports routiers, l'édition et l'ingénierie informatique, les **investissements** s'inscrivent en progression de 6,1 %.

En 2017, la croissance des **chiffres d'affaires** devrait s'amplifier et atteindre 3,5 %. À l'exception de l'édition, tous les secteurs seraient concernés par cette évolution favorable, y compris celui de l'hébergement et la restauration. Les **exportations** seraient également nettement mieux orientées qu'en 2016 avec une reprise estimée à 4,3 %. Dans ces conditions, les embauches nettes seraient plus nombreuses, avec une hausse des **effectifs** employés de 2,2 %, la tendance étant positive dans tous les secteurs. Le redressement de la **rentabilité** devrait se poursuivre avec un solde d'opinions positif (+33 points) en progression. Les dépenses d'**investissement** devraient diminuer de 4,2 % en dépit de la croissance soutenue constatée dans l'ingénierie informatique.

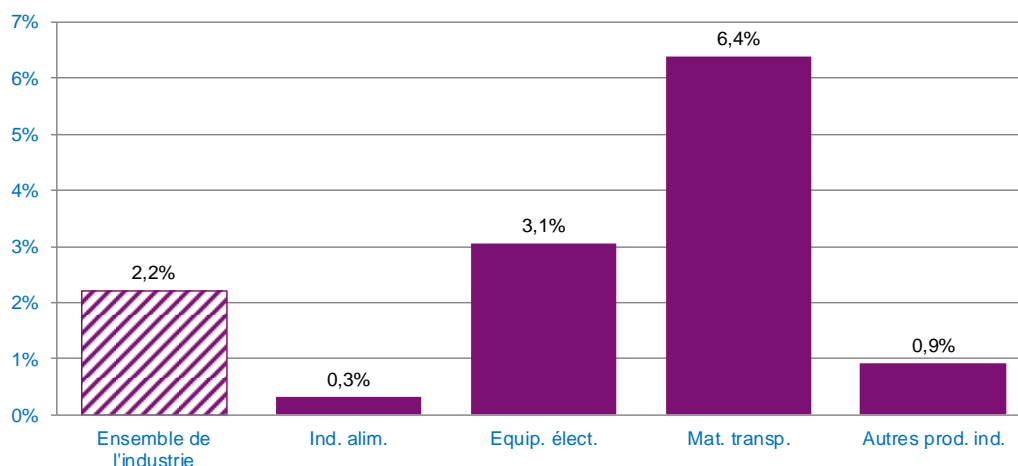


7,8 % : Poids des effectifs franciliens de l'industrie par rapport à la totalité des effectifs franciliens.

(source : Acoess-Urssaf 31/12/2015)

CHIFFRE D'AFFAIRES

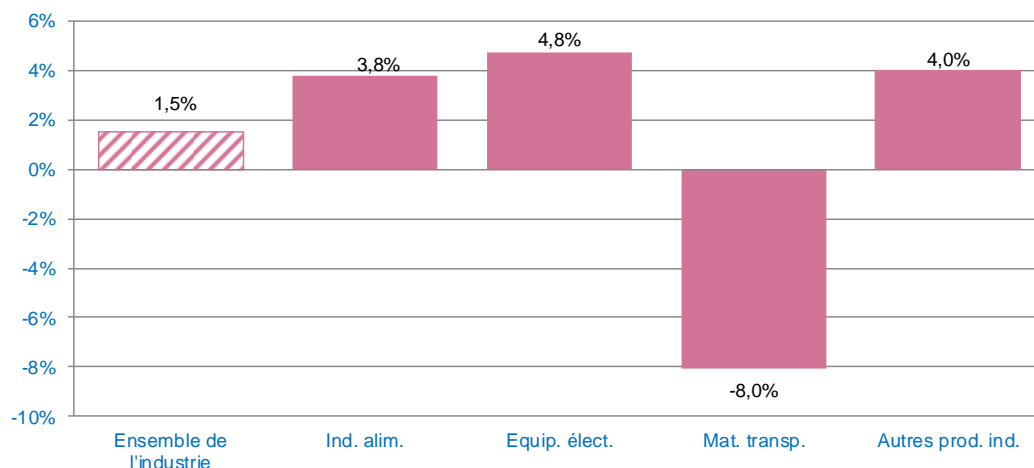
Évolution du chiffre d'affaires par secteurs en 2016



Source et réalisation : Banque de France IDF (Février 2017)

En 2016, l'activité industrielle a progressé plus fermement qu'en 2015 : +2,2 % contre +0,7 %, tirée notamment par la fabrication de matériels de transport. L'industrie automobile a été particulièrement dynamique, avec une augmentation de plus de 8 % des cadences, tandis que l'aéronautique se maintenait à un haut niveau, avec une nouvelle progression de 3,7 %. Le secteur agroalimentaire continue de stagner à 0,3 %, affecté par des perturbations climatiques et des évolutions contrastées des cours mondiaux des principaux produits transformés. La fabrication d'équipements électriques et électroniques a reconduit le même rythme global de hausse qu'en 2015, à +3,1 % (+2,9 % en 2015), avec cependant un recul sensible dans le secteur des machines et équipements. Les autres produits industriels ont connu une hausse modérée de +0,9 %, meilleure que celle attendue, marquée cependant par des difficultés persistantes dans le secteur du travail du bois – industrie du papier – imprimerie, ainsi que la métallurgie.

Prévisions d'évolution du chiffre d'affaires par secteurs en 2017

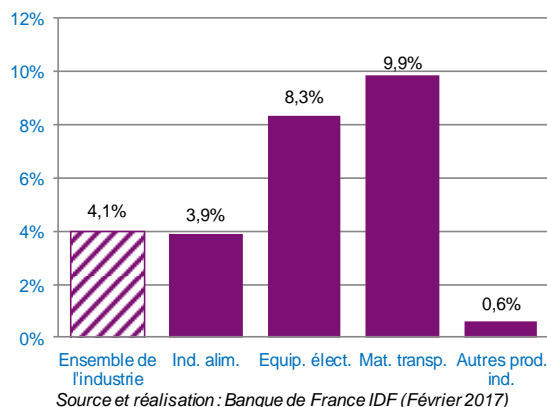


Source et réalisation : Banque de France IDF (Février 2017)

En 2017, les prévisions des industriels interrogés font état d'une nouvelle progression des chiffres d'affaires, plus modérée, à +1,5 %. L'industrie agroalimentaire, les équipements électriques et électroniques, les autres produits industriels (chimie, pharmacie, produits en caoutchouc, autres industries manufacturières) devraient connaître des hausses plus marquées de leur activité ; la tendance globale est cependant ralentie par des prévisions de baisse sensible dans la construction automobile, moins pour des raisons conjoncturelles que par des réallocations de chaînes de production hors Île de France. La remontée des cours des matières premières tend à amplifier les niveaux d'activité en valeur dans certains secteurs comme la métallurgie, soutenue par ailleurs par la reprise dans le bâtiment.

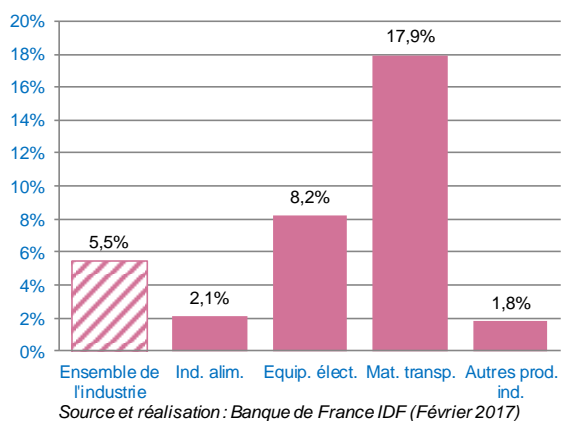
EXPORTATIONS

Évolution du chiffre d'affaires à l'exportation par secteurs en 2016



L'activité industrielle en 2016 a été soutenue par une progression significative des exportations : la demande étrangère adressée aux entreprises de la région s'est montrée plus ferme que la demande intérieure : +4,1 % (après +3,1 % en 2015), confortée par un taux de change favorable euro/dollar US. Ceci est notamment vrai dans le secteur de la fabrication de matériels de transport (+9,9 %), avec de nouveaux marchés conquis par l'industrie automobile et le dynamisme de la construction aéronautique qui bénéficie de carnets de commandes particulièrement étoffés. Les exportations agroalimentaires ont enregistré une hausse significative à +3,9 %, qui compense en partie la faiblesse de l'évolution globale du chiffre d'affaires. L'augmentation de l'activité export est également notable pour les équipements électriques et électroniques (+8,3 %), moins pour les machines et autres équipements (+0,7 %). Si la métallurgie et, dans une moindre mesure, l'industrie chimique ont connu une progression sensible, d'une manière générale le secteur regroupant les autres produits industriels marque le pas (+0,6 %), dans un contexte de baisse de la demande européenne et de stagnation des prix des matières premières industrielles.

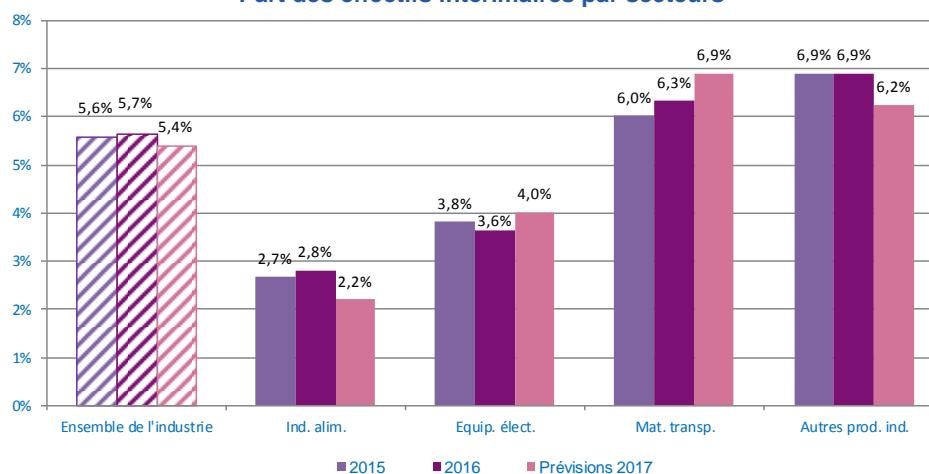
Prévisions d'évolution du chiffre d'affaires à l'exportation par secteurs en 2017



Pour 2017, les prévisions d'exportations sont plutôt confiantes, malgré un contexte international marqué par les incertitudes et les évolutions de taux de change. Avec une nouvelle progression attendue à +5,5 %, les entreprises de la région semblent tabler sur un soutien plus ferme de la demande étrangère que du marché intérieur. De nouveau, comme sur l'année écoulée, les perspectives sont nettement favorables pour la fabrication de matériels de transport, avec une hausse de 17,9 %, et ce aussi bien dans l'aéronautique que dans la construction automobile ; elles le sont également pour les entreprises du secteur des équipements électriques et électroniques (+8,2 %). L'évolution escomptée par l'industrie agroalimentaire, toujours positive, s'inscrit néanmoins sur un rythme moindre qu'en 2016, avec une hausse de 2,1 % seulement des exportations, celles-ci étant confrontées au ralentissement prévisible des marchés chinois et émergents. Le secteur des autres produits industriels devrait être un peu plus à la peine, anticipant une progression limitée à 1,8 %, avec des exceptions plus favorables pour les entreprises des secteurs du bois – industrie du papier – imprimerie, de la pharmacie et du textile.

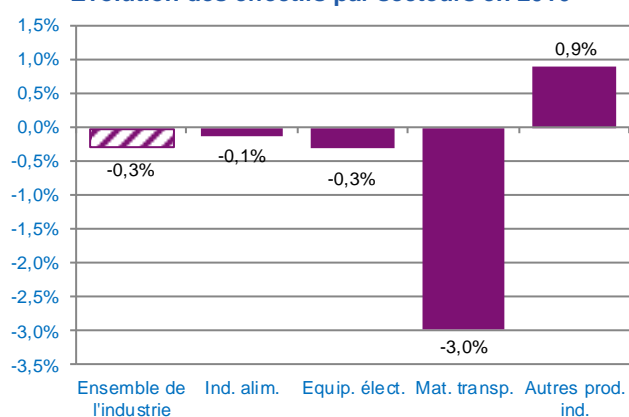
EFFECTIFS

Part des effectifs intérimaires par secteurs



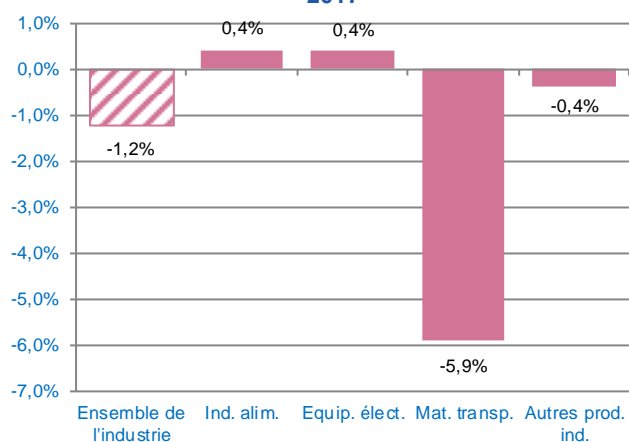
Source et réalisation : Banque de France IDF (Février 2017)

Évolution des effectifs par secteurs en 2016



Source et réalisation : Banque de France IDF (Février 2017)

Prévisions d'évolution des effectifs par secteurs en 2017



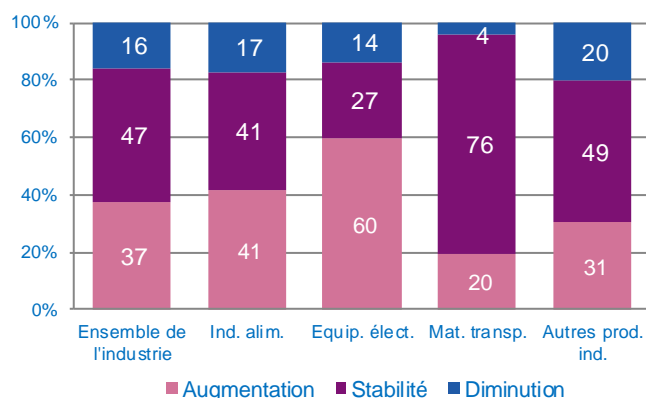
Source et réalisation : Banque de France IDF (Février 2017)

En 2016, les effectifs franciliens de l'industrie ont connu un nouveau léger repli, de -0,3 % comme en 2015. Cette baisse a affecté l'ensemble des secteurs de manière plus ou moins marquée, à l'exception des autres produits industriels, qui enregistrent une modeste reprise des embauches (+0,9 %). Comme envisagé lors de la dernière enquête, le recours à l'intérim a baissé de 3,3 %, plus particulièrement dans les entreprises d'équipements électriques et électroniques.

Pour 2017, la tendance au recul devrait s'accroître (-1,2 %), principalement dans les entreprises de fabrication de matériels de transport (-5,9 %) et de façon plus mesurée dans les autres produits industriels (-0,4 %), et plus fortement dans les effectifs intérimaires (-6,4 %). Leur part dans les effectifs totaux devrait diminuer dans l'industrie agroalimentaire et dans les autres produits industriels alors qu'elle devrait s'intensifier dans les matériels de transport et les équipements électriques. La plupart des entreprises interrogées font état d'incertitudes, pour les prochains mois, pesant sur les décisions d'embauches ; néanmoins, quelques recrutements sont envisagés dans l'industrie agroalimentaire et les équipements électriques.

RENTABILITÉ

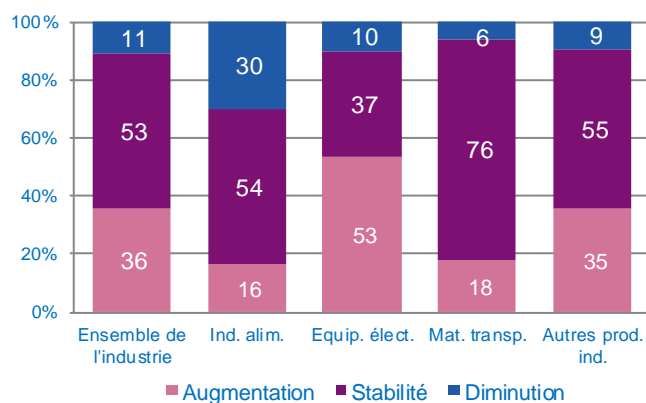
Évolution de la rentabilité d'exploitation en 2016 en solde d'opinions



Source et Réalisation : Banque de France IDF (Février 2017)

En 2016, l'appréciation sur l'évolution de la rentabilité présente le même profil qu'en 2015 : augmentation pour 37 % des entreprises (38 % en 2015), stabilité pour 47 % (46 % en 2015) et diminution pour une minorité de 16 % (comme en 2015). Le solde d'opinions, positif, ressort à 21 points. Par grands secteurs, on relève une proportion nettement majoritaire d'opinions positives dans les équipements électriques et électroniques et autres machines (60 % voient leur rentabilité en augmentation). L'industrie agroalimentaire affiche un solde positif conséquent de 24 points avec un partage équitable entre accroissement et stabilité (41 %). On constate une nette prédominance pour la stabilité dans la fabrication de matériels de transport (76 %) ; à noter l'absence d'opinions négatives sur l'évolution de la rentabilité pour la construction aéronautique et la très faible proportion d'industriels du secteur automobile faisant état d'une dégradation (4 %).

Prévisions d'évolution de la rentabilité d'exploitation en 2017 en solde d'opinions

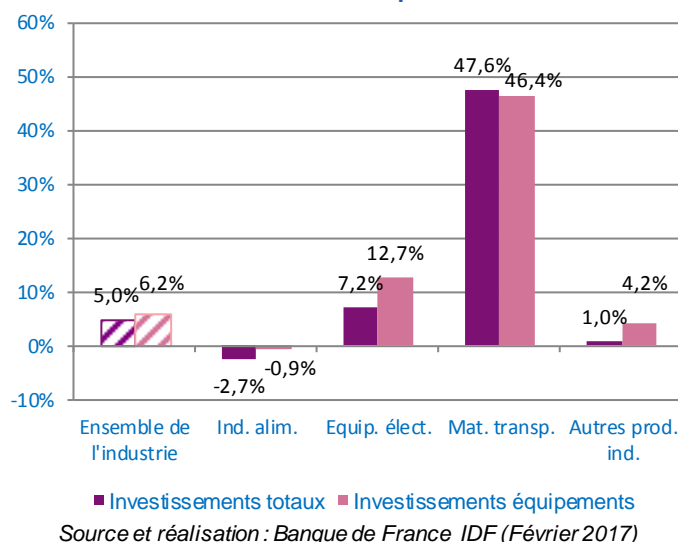


Source et Réalisation : Banque de France IDF (Février 2017)

Pour 2017, les prévisions de rentabilité se positionnent de façon plus marquée sur une stabilité, à 53 %, voire une augmentation, à 36 %, seuls 11 % s'attendant à une dégradation. Il est signalé, par un grand nombre d'entreprises interrogées, les efforts consentis pour sauvegarder les marges et gagner en productivité, notamment grâce à des investissements de modernisation. La plupart des secteurs se montrent sereins sur l'évolution de leur rentabilité, les fabricants d'équipements électriques et électroniques prévoyant même à 53 % une hausse, en lien avec le développement de leurs chiffres d'affaires, notamment à l'export. Globalement, la confiance reste de mise, au moins pour les prochains mois, avec un solde d'opinions positif légèrement supérieur à celui de 2016 (25 points).

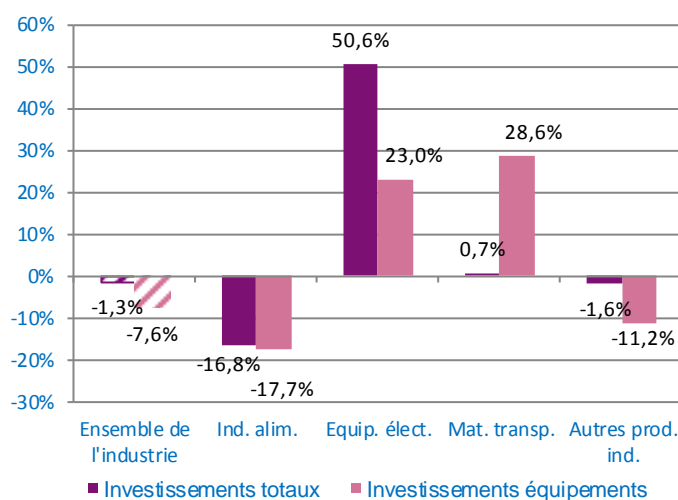
INVESTISSEMENTS (hors financiers)

Évolution des investissements par secteurs en 2016



En 2016, les entreprises d'Île de France ont nettement plus investi qu'en 2015 : + 5 % contre + 2,6 %. Les investissements ont été finalement bien plus conséquents que ce qui avait été prévu lors de la dernière enquête annuelle, et ont concerné essentiellement des investissements d'équipements et de modernisation (+6,2 %). Même en faisant abstraction de quelques très grosses opérations dans la fabrication de matériels de transport et, dans une moindre mesure, les équipements électriques et électroniques, la tendance générale reste à la hausse dans tous les secteurs, sauf dans l'industrie agroalimentaire (-2,7 %) ; il convient de noter que ce secteur avait beaucoup investi en 2015, notamment pour des opérations d'agrandissement et de restructuration. L'investissement total semble avoir été stimulé par les dispositifs de suramortissement mis en place en 2016. En revanche, l'investissement immobilier s'inscrit en repli sur la période (-10,9 %), malgré le maintien de quelques chantiers importants dans les industries chimique et pharmaceutique.

Prévisions d'évolution des investissements par secteurs en 2017



Pour 2017, les prévisions s'orientent vers une baisse modérée de l'investissement total (-1,3 %). De nouveaux projets significatifs seraient encore engagés dans la fabrication de matériels de transport et les équipements électriques et électroniques, mais la tendance globale, après la forte progression de 2016, fait ressortir un repli des dépenses d'équipement, particulièrement marqué dans l'industrie agroalimentaire (-17,7%), tandis que l'investissement immobilier repartirait à la hausse.

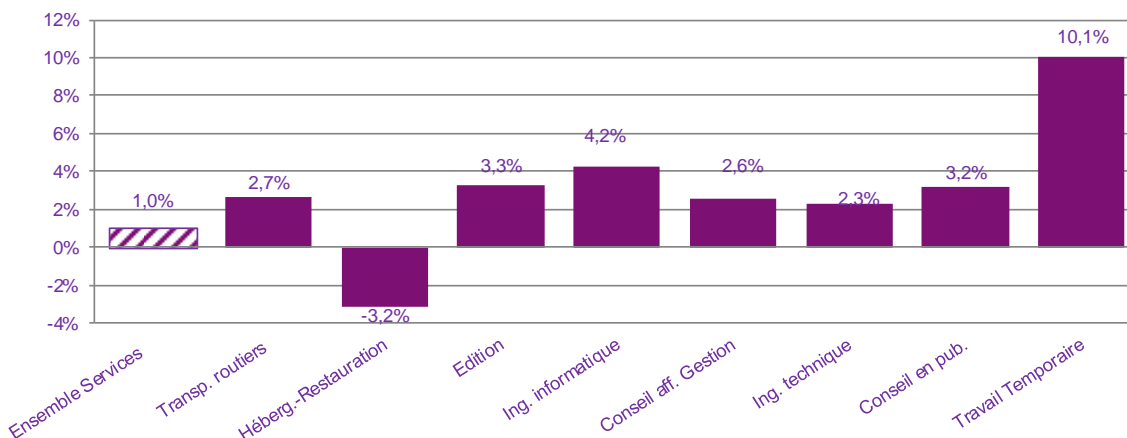
69,0 % : Poids des effectifs franciliens des services marchands par rapport à la totalité des effectifs franciliens.

51,7 % : poids des sous-secteurs commentés dans la totalité des services marchands.

(source : Acof-Urssaf 31/12/2015)

CHIFFRE D'AFFAIRES

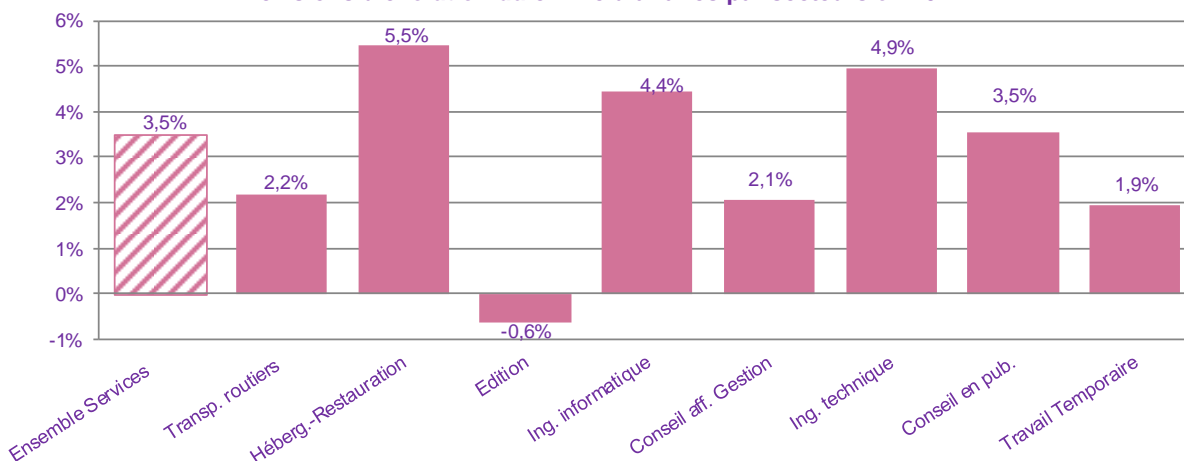
Évolution du chiffre d'affaires par secteurs en 2016



Source et réalisation : Banque de France IDF (Février 2017)

En 2016, l'activité dans les services marchands a augmenté de 1 %, marquant une décélération par rapport à 2015 (+1,8 %). Les courants d'affaires se sont bien développés dans les activités de travail temporaire (+10,1 %), l'ingénierie informatique (+4,2 %), le conseil publicitaire (+3,2 %), l'édition (+3,3 %), notamment de logiciels et de livres pour les programmes scolaires. Les transports terrestres, les activités juridiques et comptables et l'ingénierie technique affichent des taux de croissance supérieurs à 2 % dans un environnement de prix extrêmement contraint. En revanche, compte tenu de la forte baisse de fréquentation touristique étrangère et domestique liée au contexte sécuritaire notamment, une très nette dégradation d'activité est enregistrée dans l'hébergement (-8,5 %) et la restauration (-1,4 %).

Prévisions d'évolution du chiffre d'affaires par secteurs en 2017

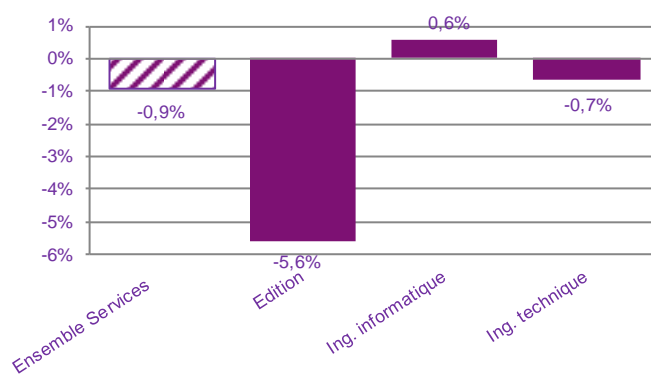


Source et réalisation : Banque de France IDF (Février 2017)

Pour 2017, selon les chefs d'entreprise interrogés, la croissance des volumes d'affaires devrait s'intensifier (+3,5 %) sous l'effet de la reprise dans l'hébergement et la restauration (+5,5 %) déjà initiée au dernier trimestre 2016 après deux années de sévère contraction. La croissance restera soutenue dans l'ingénierie technique (+4,9 %), l'ingénierie informatique (+4,4 %) et la publicité (+3,5 %). En revanche, une érosion des volumes d'affaires est anticipée dans l'édition (-0,6 %) avec une disparité entre le dynamisme de l'édition de logiciels et la baisse dans l'édition de livres et journaux, qui continue de souffrir de la faiblesse des débouchés.

EXPORTATIONS

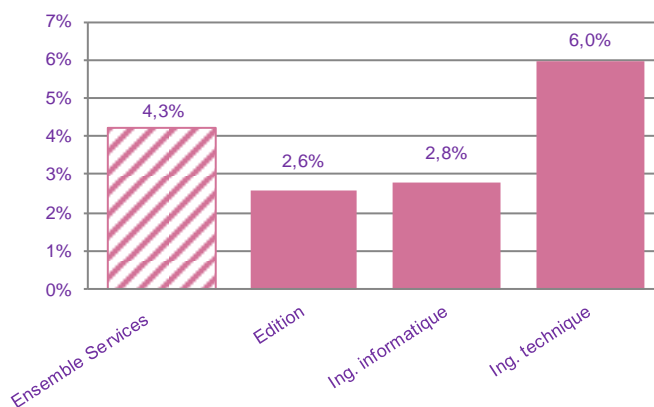
Évolution du chiffre d'affaires à l'exportation par secteurs en 2016



Source et réalisation : Banque de France IDF (Février 2017)

En 2016, l'activité à l'international s'est globalement contractée (-0,9 %), contrairement aux prévisions formulées par les dirigeants l'an passé. On note un recul particulièrement marqué dans l'édition, et à un moindre degré pour les activités juridiques et comptable, l'hébergement et la restauration.

Prévisions d'évolution du chiffre d'affaires à l'exportation par secteurs en 2016



Source et réalisation : Banque de France IDF (Février 2017)

Malgré des incertitudes, l'optimisme prévaut pour 2017, comme dans l'industrie, avec une progression attendue de 4,3 %. Quasiment tous les secteurs affichent un développement des prestations à l'export, plus particulièrement dans l'ingénierie technique et informatique, ainsi que dans l'édition.

EFFECTIFS

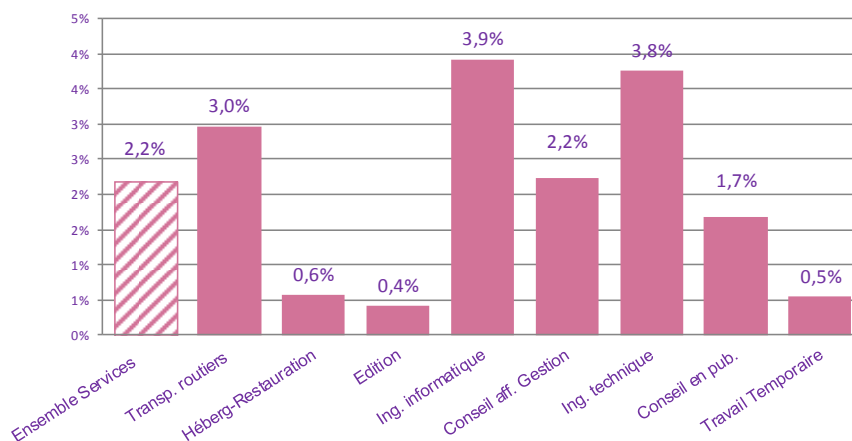
Évolution des effectifs par secteurs en 2016



Source et réalisation : Banque de France IDF (Février 2017)

En 2016, les effectifs dans les services marchands ont augmenté de 1,7 %. De nombreux recrutements ont eu lieu dans l'ingénierie informatique (+3,9 %) et l'ingénierie technique (+4 %) et le travail temporaire. Les autres secteurs, transports-logistique, activités juridiques et comptables, publicité et études de marché enregistrent une progression significative de leurs effectifs. L'hébergement et la restauration, compte tenu du contexte, ont ajusté leurs effectifs, en baisse de 2,3 %.

Prévisions d'évolution des effectifs par secteurs en 2017

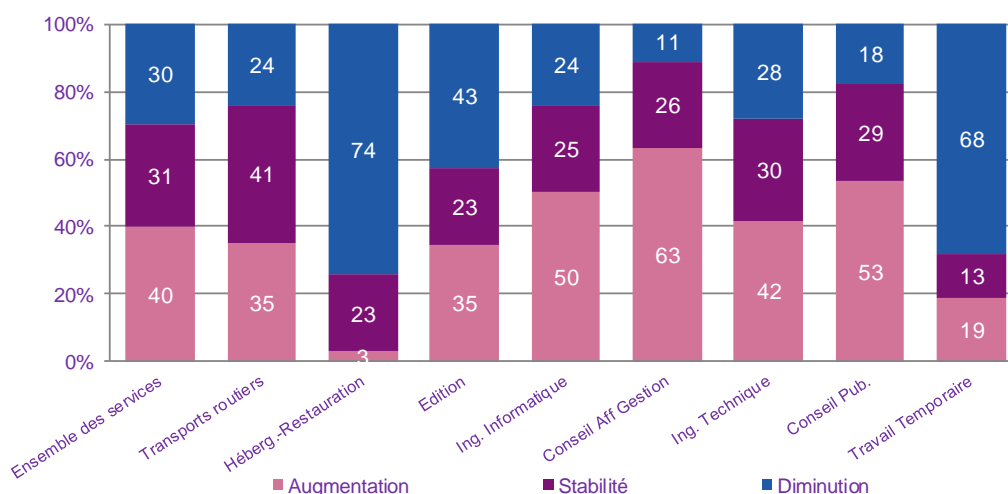


Source et réalisation : Banque de France IDF (Février 2017)

En 2017, les chefs d'entreprises devraient amplifier le rythme des embauches (+2,2 %). La reprise de l'activité dans l'hébergement et la restauration permettrait de procéder à des recrutements (+0,6 %). Dans les autres secteurs, l'augmentation des effectifs resterait significative.

RENTABILITÉ

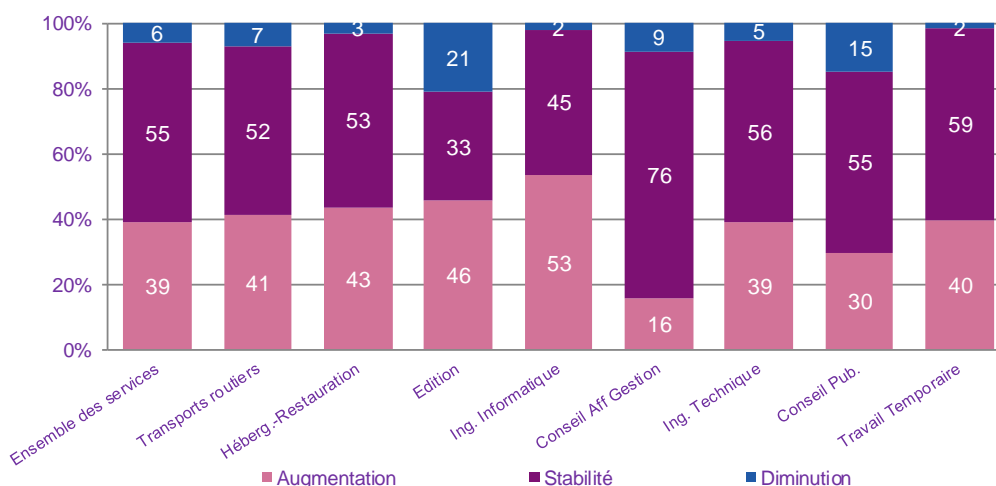
Évolution de la rentabilité d'exploitation par secteurs en 2016 en solde d'opinions



Source et réalisation : Banque de France IDF (Février 2017)

En 2016, la rentabilité s'est améliorée pour 40 % des entreprises interrogées tandis qu'elle s'est dégradée pour 30 % d'entre elles, le solde d'opinions étant positif de 10 points. Les évolutions sont très disparates selon les secteurs. Les entreprises de l'hôtellerie et de la restauration sont en effet particulièrement affectées, 74 % d'entre elles mentionnent une dégradation de leur rentabilité, ce qui représente une amplification de la tendance déjà observée en 2015. Après le redressement observé lors du précédent exercice, les entreprises de travail temporaire ont enregistré un effritement de leurs marges pour 68 % d'entre elles. La rentabilité évolue favorablement avec des soldes d'opinions significativement positifs dans l'ingénierie informatique (26 points), les activités juridiques et comptables (52 points), la publicité et les études de marché (35 points).

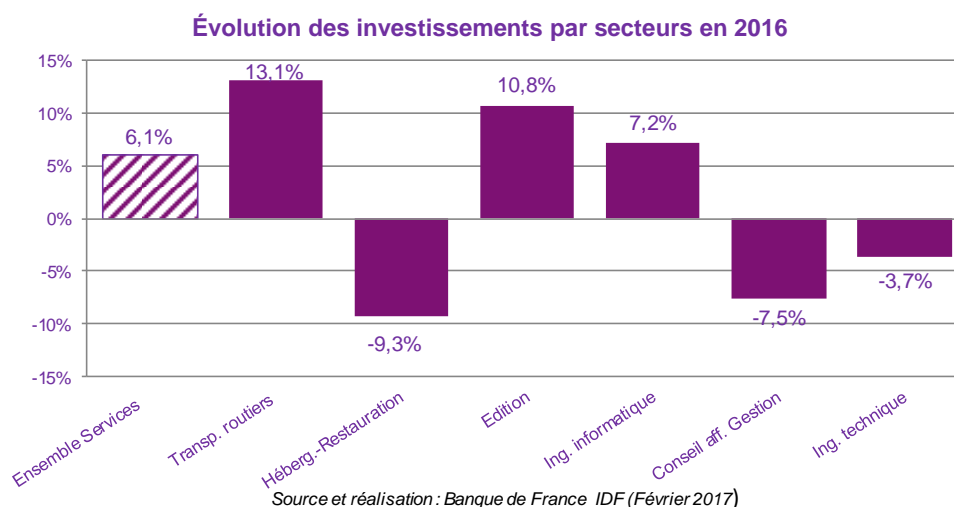
Prévisions d'évolution de la rentabilité d'exploitation par secteurs en 2017 en solde d'opinions



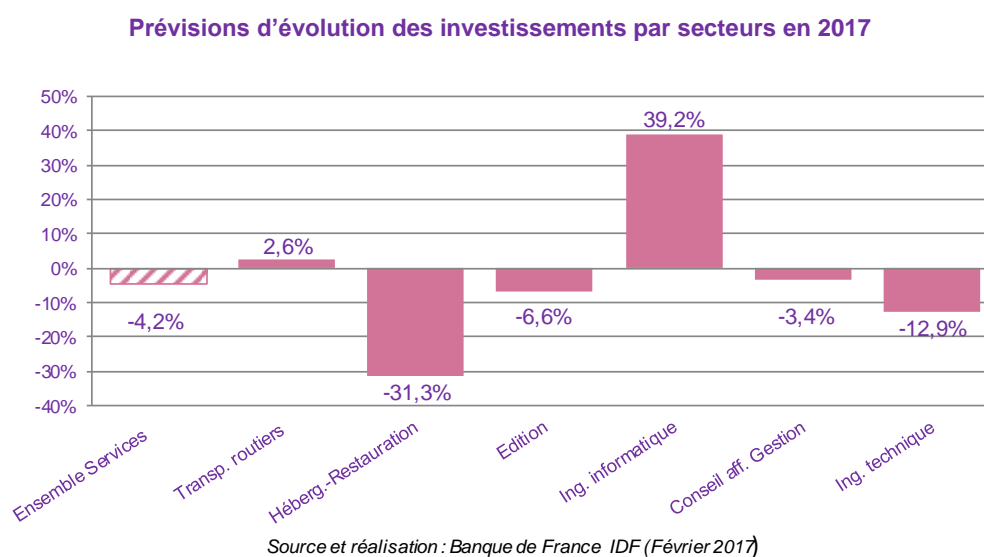
Source et réalisation : Banque de France IDF (Février 2017)

Pour 2017, les prévisions font état d'un nouvel accroissement de la rentabilité, en partie sous l'effet des allègements de charges, avec un solde d'opinions positif qui progresse (33 points), 39 % des entreprises anticipant une amélioration de leurs marges et 6 % une détérioration. Les évolutions sectorielles sont toutes favorablement orientées avec des soldes d'opinions positifs, y compris dans l'hébergement et la restauration (40 points) après deux années de crise.

INVESTISSEMENTS (hors financiers)



Pour 2016, les investissements s'inscrivent en progression de 6,1 % avec, par rapport à notre étude annuelle précédente, une reprise des dépenses dans les transports terrestres (+13,1 %) et dans l'édition (+10,8 %). L'investissement reste dynamique dans l'ingénierie informatique (+7,2 %). Ils se contractent dans les activités juridiques et comptables (-7,5 %) ainsi que dans l'ingénierie technique (-3,7 %). Le recul le plus important concerne d'abord l'hébergement et, dans une moindre mesure, la restauration avec une baisse de 9,3 % pour l'ensemble du secteur, confronté à une baisse d'activité et à une détérioration des marges.



En 2017, l'effort d'investissement dans les services devrait se réduire dans quasiment tous les secteurs à l'exception notable de l'ingénierie informatique. À signaler le nouveau repli des investissements dans le secteur de l'hébergement et de la restauration (-31,3 %), avec néanmoins une reprise des dépenses dans l'hébergement, dont l'activité repart, et une contraction amplifiée dans la restauration.

Cette enquête a été conduite par les implantations de la Banque de France auprès des entreprises de l'industrie et des secteurs les plus représentatifs des services marchands aux entreprises qui ont leur siège social en Île de France afin d'évaluer les premiers résultats de l'année 2016 en matière d'activité, d'exportations, d'emploi, de rentabilité et d'investissements, et de dégager des prévisions pour l'année 2017.

Il s'agit de données et variations concernant les entreprises franciliennes. Collectées entre le 14 décembre 2016 et le 30 janvier 2017, donc sans attendre l'arrêté des comptes annuels, ces informations comportent une part d'évaluation et doivent de ce fait être interprétées avec prudence, notamment en ce qui concerne la rentabilité et l'investissement.

Les données individuelles reçues ont été agrégées selon la Nomenclature d'Activités Française 2008 (NAF 2).

Tableau des activités étudiées et dénombrements

SECTEURS		Effectifs salariés estimé au 31.12.2015 (ACOSS-URSSAF)	Effectifs concernés par l'enquête	Taux de couverture estimé (en pourcentage)
INTITULES NAF 2008	TERMINOLOGIE utilisée dans l'étude	4 566 009		
Ensemble des effectifs franciliens (toutes activités)				
INDUSTRIE		357 434		
INDUSTRIE étudiés dans l'enquête		355 142	108 524	30,6%
Industries agricoles et alimentaires	Ind. alim.	48 791		
Équipements électriques, électroniques, informatiques et autres machines	Équip. élec.	70 729		
Fabrication de matériels de transport	Mat. transp.	71 238		
Fabrication d'autres Produits industriels	Autres prod. ind. (textile-habillement chaussures ; bois-papier imprimerie ; industrie chimique ; industrie pharmaceutique ; caoutchouc, plastiques, autres produits minéraux non métalliques ; métallurgie et fabrication produits métalliques ; autres industries manufacturières, réparation, installation)	164 384		
SERVICES MARCHANDS		3 148 732		
SERVICES MARCHANDS étudiés dans l'enquête		1 626 766	189 790	11,7%
Transports terrestres et transport par conduites	Transp. routiers de marchandises	54 356		
Hébergement et restauration	Héberg.-restauration	261 037		
Edition	Edition	68 743		
Programmation, conseil et autres activités informatiques, services d'information	Ing. informatique	187 865		
Activités juridiques, comptables et conseil de gestion, activité des sièges sociaux	Conseils aff. et gestion	259 559		
Activité d'architecture et ingénierie, activité de contrôle et analyse technique	Ing. technique	106 288		
Publicité et études de marché	Conseil pub.	61 131		
Activités liées à l'emploi	Travail temporaire	12 150		
	Autres activités de services	615 637		

La Direction Régionale d'Île de France de la Banque de France remercie vivement les chefs d'entreprise qui ont bien voulu participer à cette enquête.

« Aucune représentation en reproduction, même partielle, autre que celles prévues à l'article L. 122-5 2° et 3° a du code de la propriété intellectuelle ne peut être faite de la présente publication sans l'autorisation expresse de la Banque de France ou, le cas échéant, sans le respect des modalités prévues à l'article L. 122-10 dudit code ».

Retrouvez LA CONJONCTURE EN ÎLE DE FRANCE, TENDANCES RÉGIONALES
sur le site Internet de la Banque de France :

<https://www.banque-france.fr/statistiques/tendances-regionales/tendances-regionales-ile-de-france>